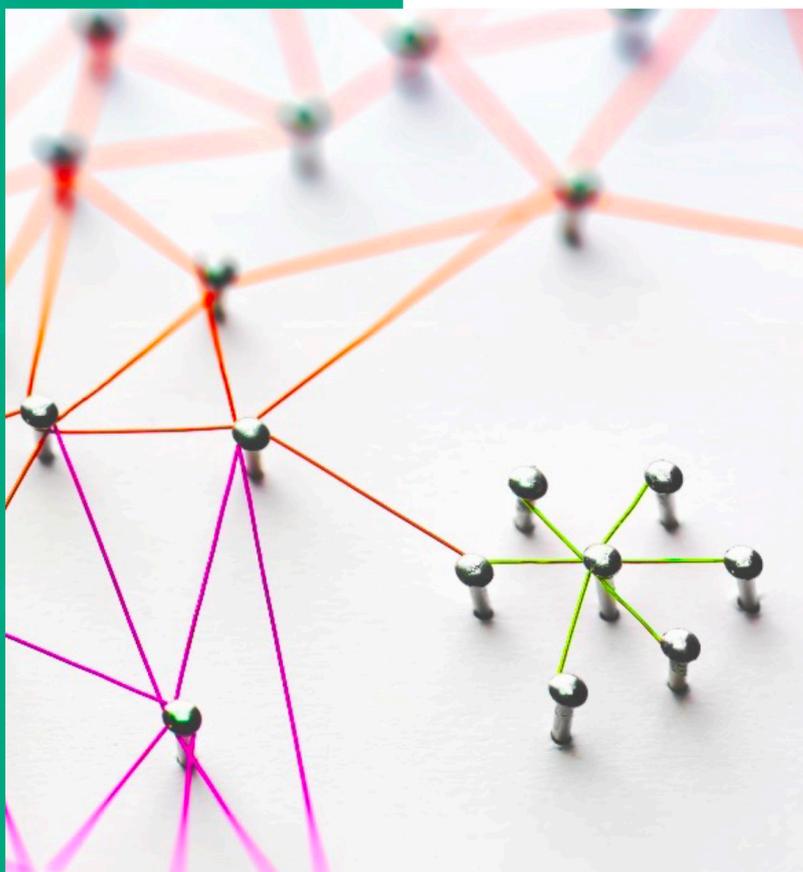


MANIFESTE POUR UN DIALOGUE INCLUSIF



EN VUE D'UNE TRANSITION PACIFIQUE
VERS UNE SOCIÉTÉ HAÏTIENNE
DÉMOCRATIQUE ET PROSPÈRE



OCAPH



SSBP



GAHCCI



LOBEY
Art & Travel



DÉFENSEURS PLUS
COLLECTIF DÉFENSEUR DES DROITS DE LA PERSONNE



exeQfit



REFRKA
HAÏTIAN UNITED COUNCIL



DHD
DEFEND HAITI'S DEMOCRACY



PREAMBULE

Les pères fondateurs de la nation avaient formulé un projet clair pour Haïti : faire de ce pays un espace de liberté contre l'oppression et la déshumanisation. Un lieu ouvert à tous ceux qui recherchent une terre d'accueil ou d'accéder à leur auto-détermination.

Aujourd'hui ce projet est menacé ! Haïti n'est plus un espace de liberté pour ses habitants. Les Haïtiens vivent dans la précarité, dans l'insécurité, dans l'incivilité, sous la menace de catastrophes naturelles rendues plus dangereuses en raison de la dégradation de l'environnement. Les structures traditionnelles d'entraide et de solidarité sont en lambeaux. Les liens sociaux entretenus par les institutions de base dans la société et les principes moraux qui les maintiennent sont effrités. Beaucoup de nos frères et sœurs ont choisi de migrer sous d'autres cieux en quête d'un ailleurs indéfini.

Le sursaut de redressement ne peut venir que des fils et filles issus de cette terre, qu'ils y résident ou qu'ils soient dans les nombreuses branches de la diaspora. Cela présuppose une prise de conscience de la nécessité de se parler d'égal à égal, dans le respect mutuel afin de mettre en valeur notre cause commune : la préservation de notre patrie, le renforcement de ses institutions et surtout la mise en place de mécanismes de dialogue inclusif pour la préservation de la paix et la prospérité de toutes les communautés constitutives de notre nation.

C'est dans cette perspective que les signataires du présent manifeste déclarent leur intention de conjuguer leurs efforts et les actions des organisations qu'ils représentent en vue de :

Promouvoir, faciliter, animer, un dialogue inclusif entre toutes les forces sociales, politiques et économiques d'Haïti en vue d'appuyer l'émergence d'une Haïti socialement juste, démocratique et prospère.

VALEURS

Les différentes parties prenantes partagent un ensemble de valeurs communes. Ces valeurs servent de référence pour les actions à conduire, de repères d'identité et de critères d'appréciation.

Égalité : Fils et filles d'Haïti, nous sommes tous égaux en droit, sans distinction. Ce principe fondateur, fait partie de la devise de notre République " Liberté-Égalité-Fraternité. Cette valeur doit sans cesse être promue et soulignée.

Intégrité : En tant qu'individu, chacun continuellement se réinvente, réinvente son discours, se tient en haute estime et valorise tout ce que lui apporte la nature, les autres êtres de l'univers, sa communauté et sa famille.

Inclusion : Nous avons tous la même valeur en tant que fils et filles d'Haïti et de sa diaspora. Ni notre lieu de naissance, ni nos croyances, ni nos origines, ni notre genre ne constituent des obstacles à la participation à la vie et au devenir de notre communauté locale ou de la communauté nationale. Nous sommes tous et toutes des fils et filles à part entière d'Haïti, Cela nous crée des devoirs et des droits.

Ouverture : Nos différences en tant qu'individus nous obligent à entendre et comprendre l'autre; nous acceptons d'examiner ses idées, de réagir à ses actions sans préjugés. Nous acceptons de modifier notre point de vue sur une question.

Respect mutuel : En tant que membres de la communauté des fils et filles d'Haïti, nous faisons du respect de l'autre une pierre angulaire de nos interactions. Les divergences sont traitées dans le respect mutuel.

Valorisation du patrimoine : En tant que fils et filles d'Haïti et de sa diaspora, nous ne sommes que les gardiens du patrimoine national qui doit être valorisé pour être transmis aux générations futures. Nous développons une conscience et un respect pour notre patrimoine matériel et immatériel.

Interdépendance : Nos devenirs sont liés. Nous ne pouvons progresser qu'en acceptant la complémentarité avec les autres. Sur le plan social, les comportements de chaque groupe affectent localement et/ou nationalement tous les autres membres de la communauté immédiatement ou en différé. Les dégradations environnementales, conséquences des changements à l'échelle planétaire, nous affectent tous.

Tolérance : En tant que produits d'histoires et d'expériences de vie différentes, nous sommes amenés à rencontrer des comportements qui sont nouveaux pour nous ou que nous réprouvons. En tant que fils et filles d'Haïti et de sa diaspora, nous sommes prêts à admettre la différence de l'autre, même en cas de désaccord avec celle-ci. Cela suppose certes la reconnaissance commune de l'intolérable, défini comme négation de la condition humaine.

POURQUOI « LE MANIFESTE » ?

- Les promesses de la Constitution de 1987 ou de la Constitution de 1987 amendée, comme celles contenues dans de nombreuses constitutions d'inspiration libérale d'Haïti ont été à un moment ou à un autre reniées ou dévoyées par des intérêts particuliers de groupes sociaux ou économiques jugeant qu'elles menaçaient leurs intérêts restreints, même lorsqu'elles représentaient un bénéfice pour la communauté nationale.

- Haïti a toujours vécu des irruptions brusques de groupes sociaux majoritaires mais marginalisés sur la scène nationale, revendiquant leurs droits tels que l'accès à des services de base, la participation aux décisions les concernant, la liberté d'expression, bref la possibilité d'avoir une place dans la communauté nationale. Mais cela a toujours été des irruptions ne résistant pas à la durée, vite récupérées par les forces politiques de Port-au-Prince soucieuses de préserver les intérêts acquis des groupes sociaux et économiques dominants.

Tout le long de l'histoire d'Haïti, les modèles de gouvernement se sont révélés autoritaires ou même dictatoriaux. Les régimes libéraux ou démocratiques n'ont été que des parenthèses. Aucune génération n'a connu un exercice apaisé du pouvoir; et des offres de services de base à l'ensemble de la population. Les statistiques de santé ou d'éducation montrent que les besoins de la population n'ont jamais été satisfaits. Quant au prix des denrées agricoles, ils sont calculés en général pour que les producteurs en tirent le minimum de profit. L'infâme dette de l'Indépendance a été payée à la sueur des milliers de producteurs agricoles sans contrepartie aucune ni pour eux, ni pour le pays. Cette absence d'équité a laissé et laisse encore de larges fractions de la population dans un état de misère. Tout au long des cinq dernières décennies, la migration a paru la seule porte de sortie pour la majorité des jeunes Haïtiens. Solution qui a entraîné une présence massive de nos compatriotes éparpillés un peu partout sur le continent américain avec des poches importantes en République Dominicaine, aux États-Unis d'Amérique, dans les DOM français et depuis une bonne décennie dans le cône Sud de l'Amérique. L'une des conséquences involontaires de cette migration-fuite est que ces expatriés soutiennent par les transferts d'argent les Haïtiens restés au pays.

- Ces mouvements de population n'ont pas favorisé l'éclosion et le développement d'organisations représentatives capables de participer à la construction institutionnelle de la République Démocratique voulue par la Constitution de 1987, née après une nouvelle irruption des masses défavorisées sur la scène politique. Les partis politiques issus de la conjoncture, loin de se renforcer par des regroupements judicieux se sont multipliés à l'infini loin de toute réalité de représentation de la masse.

- Parallèlement on a vu apparaître des organisations de la société civile qui ont subi le même émiettement, puisque aucun mécanisme de consolidation par l'action des pouvoirs publics n'a été mis en place. Ce qui pourrait être une précieuse courroie de médiation entre les pouvoirs publics et les citoyens se retrouve aussi fragilisé et éclaté que les partis politiques.

POURQUOI « LE MANIFESTE » ?

- Depuis ces quatre dernières années, la violence aveugle a envahi les villes et les campagnes d'Haïti. En miroir aux crises économiques sociales et politiques caractérisées par l'incapacité des acteurs à constituer des pôles stables de fonctionnement harmonieux ou équilibré de la société, l'ensemble du corps social est entré dans un processus de décomposition. Cette situation menace le projet national initial de faire d'Haïti un coin de terre où l'Haïtien vit librement.

Les réflexions diverses ont alimenté les discussions et les orientations ici définies. Qu'il s'agisse de Kafou Lespwa avec ses trois possibles scénarios d'évolution de la situation, de l'AFPEC avec ses « Douze années pour refonder Ayiti » ou encore du Global Fragility Act du Congrès américain qui prend en compte les causes profondes d'instabilité des pays sous analyse -dont Haïti- dans un effort de propositions systémiques d'intervention, tous soulignent l'importance d'une mise en commun de toutes les forces vives du pays pour attaquer à différents niveaux les effets conjugués des inégalités, des injustices et de l'absence de coordination des divers groupes d'acteurs.

Le présent manifeste convie les fils et filles d'Haïti et de sa diaspora à promouvoir, accompagner, organiser un dialogue permanent entre les différents groupes sociaux, organisations, individus vivant en Haïti ou dans sa diaspora pour permettre l'émergence d'idées et d'actions fortes capables de façonner un futur de paix et de prospérité en Haïti au bénéfice de tous.

En effet, la crise haïtienne est d'une telle complexité et la question sociale morcelée à un tel point qu'arriver à une solution viable nécessite une approche holistique mais aussi spécifique à chaque composante de la crise.

Par-dessus cette prise de conscience, la question fondamentale que chaque acteur, chaque fille et fils d'Haïti devrait se poser serait: Comment pourrais-je aider à résoudre la crise? Sur quelle partie de cet ensemble problématique serais-je concrètement en mesure d'agir? En quoi consisterait ma contribution vers une résolution?

STRATÉGIE & LEVIERS D'ACTION

- ★ **Identifier, mobiliser, appuyer les groupes d'acteurs locaux** pour les changements souhaités dans les communautés locales.
- ★ **Regrouper, connecter, intervenir pour promouvoir une prise de conscience et des engagements pour de nouveaux comportements** responsables et respectueux entre tous les acteurs de la transformation nationale aussi bien au niveau local qu'au niveau national ou supranational.
- ★ **Repérer, mobiliser ou faire mobiliser des personnalités nationales ou étrangères** ayant des expériences de vie dans la reconstruction de société éclatées ou ayant subi des traumatismes. Ce volet est destiné à mettre à disposition des groupes sociaux embarqué dans la reconquête d'espaces de dignité et de prospérité de bénéficier de l'apport de personnalités du monde entier qui ont vécu des situations de crises capables d'inspirer les Haïtiens du pays ou de la diaspora dans leur effort de résolution pacifique des divergences et conflits obstacles à la paix.
- ★ **Communiquer, informer et diffuser.** La circulation d'informations crédibles et vérifiées est une composante clé des actions prônées par le présent manifeste. C'est pourquoi toutes les organisations adhérant au présent Manifeste, s'engagent à animer des espaces réels ou virtuels de partage et de circulation d'informations sur les progrès accomplis en matière de dialogue social et en matière de reconstruction du tissu national.
- ★ **Faciliter ou promouvoir la réalisation d'initiatives sociales et économiques** capables de consolider des relations sociales et affectives positives entre les membres d'une même communauté géographique. Le Dialogue constructif doit s'articuler autour d'actions structurantes de la vie des communautés. Il faut renouer avec la prospérité pour renouer avec l'espoir et de nouvelles relations apaisées au sein des communautés locales et de la communauté nationale. Ceci passe par la mise en œuvre d'initiatives à visées économiques, sociales et culturelles capable de donner chair à une nouvelle volonté de vivre ensemble.

STRATÉGIE & LEVIERS D'ACTION

★ **Faire le pont avec des décideurs ou des personnes d'influence à l'étranger** sur les affaires haïtiennes. Haïti est souvent objet de politique intérieure de plusieurs États, à commencer par son grand voisin du Nord. Les interventions des étrangers en Haïti ont été le fruit de visions erronées ou simplistes des dynamiques sociales et politiques en Haïti.

Les décideurs et parties prenantes des capitales occidentales ont certes à cœur de travailler avec Haïti, mais peuvent regarder la réalité haïtienne sous un prisme déformant occasionnant la perversion des intentions les meilleures lors de leur mise en œuvre. Certes les nations ont des intérêts propres qui ne sont pas toujours solubles dans le réel haïtien. Par un travail de plaidoyer et d'information, les organisations ayant adopté le Manifeste s'engagent à conduire cette pédagogie de l'explication de texte concernant Haïti et les Haïtiens auprès des partenaires étrangers.



ORGANISATION

"En cheminant il n'y a pas de chemin, on fait le chemin en cheminant ",

Antonio Machado.

Les organisations adhérant au MDI le feront selon un modèle dit émergent. Ce modèle fixe au départ peu de règles du jeu et ajuste, grâce à une communication de tous les instants et des règles d'autorégulation, ses modes opératoires selon les publics concernés, les actions à conduire, la conjoncture de l'heure de manière à rester efficace et non bureaucratique.

Une coordination large fonctionne en prenant appui sur des outils de collaborations disponibles dans l'univers technologique.

Les organisations parties prenantes comptent se rencontrer au cours d'une conférence initiale à la fin juillet 2022 en vue (1) d'adhérer au présent manifeste. (2) de jeter les grandes lignes d'un plan d'action émergent qui s'organise progressivement autour d'une théorie du changement élaborée dans les trois mois suivant la rencontre initiale.

L'heure d'un sursaut de tous les fils et filles d'Haïti et de sa diaspora a sonné !

Que vive Haïti, notre terre de référence !